

## **PAPPALARDO Joseph**

### **Etat civil :**

Né le 31 juillet 1931 à Nemours (Algérie).

### **Famille :**

Marié à Jacqueline Bernard, deux enfants (à la date de 1968<sup>1</sup>), deux enfants : Michèle, Bernard. <sup>2</sup> On trouve un Bernard Pappalardo Lieutenant Colonel de Gendarmerie, E.N.S.T. 1986. <sup>3</sup> Une fille : Michèle Pappalardo ancienne élève de l'E.N.A. née le 12 octobre 1956 à Toulouse, promotion "Droits de l'Homme" 1979-1981<sup>4</sup> (même promotions que M.-O. Baruch<sup>5</sup>), auxiliaire des P.T.T. en septembre-octobre 1976<sup>6</sup>, directrice générale de France 2 depuis 1996. <sup>7</sup> On trouve une Michèle Pappalardo-Goulard, Conseillère référendaire de 1ère classe à la Cour des Comptes, détachée de longue durée comme directrice générale de France 2.<sup>8</sup>

### **Position :**

Inspecteur Général (mars 1988<sup>9</sup>). Retraité.

### **Formation :**

Baccalauréat Philosophie<sup>10</sup>. Première année de médecine<sup>11</sup>. Docteur en sciences politiques. Licencié en droit public. E.N.S.P.T.T. : admissible 1962. <sup>12</sup> 1965 (1er septembre)-1968. 6<sup>e</sup> entrée promotion Major sortie de promotion cursus E.N.A. et E.N.S.P.T.T. et général. <sup>13</sup> Participe à un voyage d'études de sa promotion de l'E.N.S.P.T.T. aux USA du 9 au 23 septembre. Lors de ce voyage sont visitées les entreprises Bell-Téléphone, Western Electric Co. (Kearny, NJ), New York Telephone Co. Headquarters, Pacific Telephone Telegraph Co. , Data-Phone.<sup>14</sup>

### **Service militaire :**

4 novembre 1953-1er février 1955. Rappelé 1er septembre 1955-13 décembre 1955. Lieutenant de réserve. <sup>15</sup>

<sup>1</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

<sup>2</sup> Joseph Pappalardo, La Documentation permanente, 15 octobre 1986, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>3</sup> Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications, Annuaire 1999 E.N.S.T. et E.N.S.T. Bretagne, Paris, AIST éditeur, 1999, p. B 175.

<sup>4</sup> A.N. C.A.C., archives de l'E.N.A., 820485 (AJ 44 bis 1616) art. 8.

<sup>5</sup> Archives de l'E.N.A., Fiches personnelles de scolarité à l'E.N.A., promotion Droits de l'Homme, 1979-1981, fiche de Michèle Pappalardo, A.N., C.A.C., 980 113/5.

<sup>6</sup> Archives de l'E.N.A., Fiches personnelles de scolarité à l'E.N.A., promotion Droits de l'Homme, 1979-1981, fiche de Michèle Pappalardo, A.N., C.A.C., 980 113/5.

<sup>7</sup> Jean-Michel Quatrepoint, Benoît Peuchot, Le guide 1998 des états-majors des grandes entreprises, Paris, Etats-majors Editions, 1997, p. 508.

<sup>8</sup> Annuaire de la Cour des comptes 1999, p. 80. [Cour des comptes]

<sup>9</sup> Bulletin Quotidien, n°3751, 8 mars 1988, p. 12. [BA]

<sup>10</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

<sup>11</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

<sup>12</sup> A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497 carton 6, classement entrée E.N.S.P.T.T. 1962.

<sup>13</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, Classement promotion 1965-1968.

<sup>14</sup> A.N., archives E.N.S.P.T.T., 950497, carton 7, chemise " Voyage aux USA 1968 ", Programme de la visite aux Etats-Unis.

<sup>15</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

## Carrière :

-1957 :

Entré dans l'administration en des P.T.T. en 1957 (le 26 août 1957<sup>16</sup>, effet à compter du 15 février 1956 grade INE<sup>17</sup>) comme inspecteur : Paris XV, Paris RP, Brigade roulante, Brigade de réserve.<sup>18</sup>

-1963 :

1er juin 1963 : Inspecteur Principal adjoint (INPAD) le 1er juin 1963 à Paris, Bureaux ambulants Sud-Ouest.<sup>19</sup> Inspecteur principal adjoint (1962).<sup>20</sup>

-1968 :

Administrateur de 2<sup>e</sup> classe, chargé de la création du service des relations internes à la direction générale des Postes (1968).<sup>21</sup>

-1971 :

Effectue sa mobilité à la direction départementale des P.T.T. de Nice (1971-1973). Correspondant du Service d'Interventions Rapides (SIR) du B.E.P.T.O.M. pour la direction générale de La Poste.<sup>22</sup>

-1972 :

Janvier 1972 : Administrateur de 1<sup>ère</sup> classe.<sup>23</sup>

-1973 :

Revient à la Direction générale des postes comme chef du bureau des prestations sociales (1973).<sup>24</sup>

Passé administrateur 1<sup>ère</sup> classe en 1973.<sup>25</sup>

-1974 :

Mars 1974 : Administrateur de 1<sup>ère</sup> classe.<sup>26</sup>

---

<sup>16</sup> Jacques Lemerrier (dir.), Annuaire général des cadres Supérieurs du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Espace, Paris, Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T.-Force Ouvrière, 1988.

<sup>17</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

<sup>18</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

<sup>19</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., carton 7, fiche inscription E.N.A.

<sup>20</sup> Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, P. et T., " L'administration française, les ministères ", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 1er juillet 1987.

<sup>21</sup> Lettre du ministre des Postes et Télécommunications Robert Galley au directeur du B.E.P.T.O.M., 16 février 1971.

<sup>22</sup> Lettre du ministre des Postes et Télécommunications Robert Galley au directeur du B.E.P.T.O.M., 16 février 1971.

<sup>23</sup> Fédération syndicaliste des travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière, Annuaire général. Cadres administratifs et techniques. Chefs d'Etablissements des classes supérieures du ministère des Postes et Télécommunications, Paris, F.O.-P.T.T., 1973, p. 28. BHPT : PC 00463.

<sup>24</sup> Bulletin Quotidien, n°3751, 8 mars 1988, p. 12.

<sup>25</sup> A.N., 950497, archives E.N.S.P.T.T., dossier correspondance 1974, Des nouvelles de la rue Barrault, lettre amicale à tous les anciens dispersés par le vaste monde, janvier 1974.

<sup>26</sup> La tribune des cadres. Fédération Nationale des Postes et Télécommunications C.G.T. Edition mensuelle de la section nationale des cadres supérieurs, mars 1974, archives C.G.T.-P.T.T.

-1977 :

A la date de 1977 : Administrateur de 1ère classe au Bureau A6 (Emission du Trésor. Emprunts. Pensions. Enregistrement. Loterie Nationale. Caisse Nationale de Prévoyance) de la Direction de l'Action Commerciale - Direction Générale des Postes, Sous - direction B (Prestations utilisées par les organismes publics et privés), Bureau B3 (Envois en nombre à tarifs spéciaux. Postadex<sup>27</sup>).<sup>28</sup>

-1979 :

Sous-directeur à la direction de l'action commerciale (1979).<sup>29</sup>

-1980 :

24 septembre 1980 : Intervient sur “ Le courrier électronique et l'avenir de la V.P.C. ” dans le cadre d'une journée organisée par l'Institut Français du Libre - Service et des Techniques Modernes de Distribution sur le thème “ La V.P.C. : nouvelles communications, nouvelles réponses aux consommateurs ”.<sup>30</sup>

-1981 :

25 juin 1981 : Assiste en tant que Représentant de la Direction des Affaires Communes (D.A.C.) aux travaux du groupe de travail chargé de redéfinir les rôles respectifs des directions et des établissements présidé par P. Muntaner Y Rotger (déconcentration).<sup>31</sup>

---

<sup>27</sup> “ Créé en 1972, le service Postadex (Poste adaptée à la Demande des Expéditeurs) a pour objet de répondre aux besoins des entreprises dont la gestion exige des échanges d'informations réguliers, rapides et sûrs. Pour ce faire, l'administration s'engage par contrat envers chaque expéditeur à respecter des délais d'acheminement déterminés. La fiabilité du service est assurée par un suivi permanent des envois Postadex tout au long de leur acheminement, une signalisation spécifique (même des sacs spéciaux, bleu et blanc, leur sont réservés) et la prévision de moyens de transport de secours prêts à rattraper la moindre défaillance. En contrepartie, les envois doivent être réguliers : tous les jours, tous les deux jours, une fois par semaine, etc. afin qu'ils soient attendus et les tarifs sont élevés, à la mesure du service fourni. A l'origine, Postadex n'employait que les moyens postaux existants; mais rapidement le recours à des courses spécifiques, souvent fournies par des transporteurs privés sous contrat avec l'administration, s'est révélé indispensable. Il s'agissait d'une part de compléter les moyens traditionnels de la Poste dans les plages horaires où il ne pouvaient rendre le service attendu et, d'autre part, de lutter plus efficacement contre les infractions du monopole postal commises par les transporteurs privés en mettant à la disposition du public des liaisons de qualité égales à celles que ceux-ci pouvaient offrir. La Poste peut à l'heure actuelle [avril 1981], grâce au service Postadex, se charger de toute liaison régulière dans des conditions aussi bonnes que pourrait le faire un transporteur privé. Le service a connu un essor très important, doublant son trafic pratiquement tous les ans pendant les quatre premières années d'existence. Actuellement [avril 1981], cette progression est de 15% par an. Au Postadex national vient s'ajouter un Postadex international assurant des liaisons entre la France et le Brésil, la Grande-Bretagne, la Belgique, les USA, les Pays-Bas, Hong-Kong, l'Argentine, le Japon, Taïwan, les DOM (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion), la R.F.A., la Suisse, le Koweït, la République Populaire de Chine, le Canada. ” “ Poste-entreprises face à face”, Implantations, avril 1981, dans la revue de presse PVI Pour Votre Information, 6 mai 1981, p. 21, A.N., C.A.C., 840665/3 (F 90 bis 6344).

<sup>28</sup> G. Calvel, H. Audebert, Manuel du personnel des Postes et Télécommunications, Paris, Publications l'Indicateur Universel des P.T.T., 1977, p. 11.

<sup>29</sup> Bulletin Quotidien, n°3751, 8 mars 1988, p. 12.

<sup>30</sup> La Lettre hebdo. L'hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 15 septembre 1980, n°66, archives des P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

<sup>31</sup> Fascicule : “ Redéfinition des rôles respectifs des directions et des établissements ”, 1982, liste des membres du groupe sur la déconcentration, archives de la Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/3.

-1983 :  
Nommé Sous-directeur.<sup>32</sup>

-1986 :  
Sous-directeur à la sous-direction F (prestations financières) à la direction de la promotion (1986).<sup>33</sup>

-1987 :  
Janvier 1987 : Nommé en janvier 1987 chef du service des affaires commerciales et des prestations financières de la direction des services financiers de la Direction générale de la poste.<sup>34</sup>  
29 juin 1987 : Nommé directeur adjoint.<sup>35</sup>

-1988 :  
8 février 1988 : Administrateur hors classe détaché dans un emploi de chef de service à l'Administration centrale - Direction Générale de La Poste. Est Réintégré en qualité d'administrateur Hors classe. Nommé et titularisé Inspecteur général à la Direction Générale de La Poste à compter du 8 février 1988 (arrêté n°1044 du 1er mars 1988, à compter du 8 février 1988).<sup>36</sup>

5 octobre 1988 : Participe à la réunion (en même temps que entre autres Rautureau) sur la Poste à l'échéance 1992 organisée par le conseiller du Directeur général de la Poste (M.-C. Chapelle) (A -Rappel des données de l'environnement; B -Objectifs de la réunion; 1- Reprendre la liste des études listées lors du CDG du 12 juillet 1988; 2 -Déterminer les modes de fonctionnement du nouveau " groupe de travail "; I -Etudes à réaliser avant décembre 1988; 1-1 Monopole " Le coût de l'obligation de service public "; 1-2 Monopole; 1-3 Liberté de service et d'établissement établi par l'AUE Législation européenne en matière de fourniture de biens et services; 1-4 Harmonisation de la gamme de services de la qualité de service/harmonisation tarifaire; 1-5 Systèmes de compensation financière (frais terminaux/quote-part); 1-6 Etudes services financiers; 1-7 Assujettissement de la Poste à la TVA; 1-8 Compatibilité avec le traité de Rome, de l'agence de services créée à Bruxelles; II - Modes de fonctionnement du nouveau " groupe de travail "; III -Préparation de la réunion interministérielle du 22 octobre 1988.).<sup>37</sup>

-1989 :  
12 janvier 1989 : Auditionné (en même temps que Vardoz et Schmidt) dans le cadre du rapport préliminaire interne du Débat Public. Jusqu'au début des années 1970, la Poste n'avait pas de démarche de gestion. D'abord création d'un service d'études économique, puis cascade de services ses sont créés. Aujourd'hui " services économiques " : culture de gestion commence à entrer dans les idées; choc de cultures qui se plaquent l'une sur l'autre coloration et langage plus qu'autre chose. Service de prévision : Gestion et planification à partir d'un certain constat financier de départ : " la santé financière de la poste " ébauche d'un discours

<sup>32</sup> Joseph Pappalardo, La Documentation permanente, 15 octobre 1992, Paris, Société Générale de Presse, bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines (C.A.C.) Fontainebleau.

<sup>33</sup> Bulletin Quotidien, n°3751, 8 mars 1988, p. 12.

<sup>34</sup> Bulletin Quotidien, n°3751, 8 mars 1988, p. 12.

<sup>35</sup> Encyclopédie périodique. Economique, Politique & Administrative, P. et T., " L'administration française, les ministères ", Biographies, Paris, Société Générale de Presse, 1er juillet 1987.

<sup>36</sup> Copie de l'arrêté n°1044 du 1er mars 1988, dossier personnel de Jean Schmit, A.N., C.A.C., 970105/45.

<sup>37</sup> Compte rendu de la réunion du 5 octobre 1988, archives de la Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

stratégique “ les axes du discours stratégique de la Poste ” stratégie DGP moyen terme (il n'existe pas de cellule de réflexion stratégique à la DGP). Un texte a été présenté par M. Longuet, suite à sa demande dès on arrivée, sur les orientations souhaitables selon la Direction Financière de la Poste : rédaction de “ la santé financière de la Poste ” refus mais texte récupéré par la DGP présentation aux services régionaux. - Version définitive qui constitue aujourd'hui la base théorique du discours interne. Expression de la stratégie de la DGP, mais qui ne résulte pas d'une réflexion stratégique au plan international. 1987-1988 : effort d'explication de la stratégie auprès du personnel après avoir été exposée aux directeurs régionaux. Problème du manque de moyens humains, de la non existence d'un cabinet auprès du DGP face à ses directeurs. Cellule de réflexion qui appartienne au Staff de la DG (“ crainte de se couper de ses directeurs ”). Direction de la communication n'existe pas. Plan peu crédible (...). ”<sup>38</sup>

13 mars 1989 : Participe à la réunion (avec entre autres Bourmaud) du groupe chargé de la préparation de la présidence française du Conseil des Communautés Européennes (1-Services financiers : Problème du livret A : compatibilité de la spécificité du livret A notamment en matière fiscale, avec le Traité de Rome; Encourager la Poste à développer des produits financiers européens, M. Pappalardo étant chargé de rédiger un projet de déclaration; 2-Le courrier. Proposer une approche favorisant le développement de services européens. Promouvoir certains produits qui seraient proposés à la clientèle européenne avec des caractéristiques bien définies; Provoquer une offre de services européens par la création de produits nouveaux ou la transformation de prestations existantes...)<sup>39</sup>

-1990 :

26 Février 1990 : Nommé membre suppléant du comité technique paritaire ministériel en qualité de représentant de l'administration à la direction générale de la Poste (arrêté n°1232 du 26 février 1990).<sup>40</sup>

Mars 1990 : Membre (en tant que Chef du Service des Affaires Commerciales et des Prestations Financières à la Direction des Services Financiers) du groupe de travail Services Financiers en Ile-de-France (en même temps que entre autres Bougot; Mitanchez, Capelle...) qui rend son rapport en mars 1990 (I -L'état des lieux; 1 -Des structures inadaptées; 2 -Des parts de marché en baisse ou très faibles; 3 -Un client qui ne trouve pas réponse à toutes ses aspirations; 4 -Des conditions de vie difficile pour le personnel; 5-Des coûts de productions satisfaisants; II -L'évolution possible; 1 -Faut-il réformer les structures des services financiers de l'Ile-de-France?; 2 -Quelles pistes possibles pour une éventuelle réorganisation?; A -Une proposition pour l'immédiat; a-Le contenu du projet; 1 -Les chefs de Service Régionaux et Départementaux; 2 -Le rôle du bureau de poste est essentiellement d'exercer la fonction vente; 3 -La DCFP; b -Les moyens nécessaires; c -Un projet “ ouvert ”; B -Une hypothèse d'évolution à moyen terme : la délocalisation d'unités de gestion; a-Le principe de la réforme; b-Les modalités d'application).<sup>41</sup>

<sup>38</sup> Audition de MM. Pappalardo, Vardo, Schmidt, 12 janvier 1989, archives de la Poste, A.N., C.A.C., 910752/4.

<sup>39</sup> Compte rendu de la réunion du 13 mars 1989 du groupe chargé de la préparation de la présidence française, 14 mars 1989, archives de La Poste, archives Aupied, A.N., C.A.C., 940332/3.

<sup>40</sup> Bulletin Officiel des P.T.T., 1990, DAC/B41, 1011 DAC 4, p. 21.

<sup>41</sup> Rapport du groupe de travail sur les Services Financiers en Ile-de-France, mars 1990, archives de La Poste, archives Capelle, A.N., C.A.C., 980486/4.



-1991 :

Adjoint au directeur des clientèles financières de La Poste.<sup>42</sup>

-1992 :

2-3 septembre 1992 : Participe à Athènes à la dernière réunion de l'Assemblée Générale de la CEPT Postes ancienne formule. La réforme générale de la CEPT ayant abouti à une CEPT des Régulateurs et à trois organismes distincts, autonomes, chacun d'eux ayant sa spécialité : Télécommunications; Courrier, Services Financiers; les Services Financiers ont déjà créé leur nouvel organisme : la Commission des Services Financiers Postaux Européens (C.S.F.P.E.). C'est au nom du CSFPE que Pappalardo fait une déclaration à Athènes.<sup>43</sup>

### **Activités politiques, syndicales, associatives :**

Président de la Sicav Latitude (CDC-Poste) et administrateur de 7 Sicav.<sup>44</sup>

### **Oeuvres, articles, rapports, cours, violon d'Ingres, entretiens :**

-1969 :

Etude sociologique du personnel d'un centre de tri, Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1969, 335 p. (thèse de sciences politiques, Paris, 1967, bibliothèque de science administrative) (Chap. I -Etude des effectifs et de leurs attributions; Situation des effectifs par grade; Organisation du Centre de tri et attributions des agents; Pénibilité du travail et pyramide des âges. Chap. II -Origine géographique des agents; Importance de l'implantation géographique du centre de tri; Répartition géographique de l'origine des agents, Le tableau des mutations; Chap. III -Origine sociale des agents; Statistiques portant sur la profession des parents; Niveau scolaire ou universitaire des agents; Conclusions sur les origines géographiques et sociales des agents; Chap. IV -Formation et promotion; Les cours de préparation aux concours internes; Les concours; Les tableaux d'avancement; Chap. V - Situation économique des agents; Les traitements; Primes et travaux supplémentaires; Quelques exemples de revenus d'agents du centre de tri; Chap. VI -Enquête sur la situation économique et sociale des agents; La situation économique du ménage; Le logement; Le lieu du domicile et les transports. Chap. VII -Les Oeuvres sociales; La cantine et la coopérative; L'aide pécuniaire de l'Administration; Le service médical; Les activités sportives et les loisirs; La Mutualité; L'Assistance sociale; Chap. VIII -Le syndicalisme; L'organisation des syndicats; Les moyens d'action des syndicats; Les libertés et congés syndicaux accordés par l'Administration; L'emprise des différents syndicats; Les grands thèmes des revendications syndicales.)<sup>4546</sup>

-1966 :

Diplôme d'Etudes Supérieures de sciences politiques : " Etude sociologique d'un service parisien des P.T.T. : Le centre de tri de Paris Austerlitz ", 1966.<sup>47</sup>

-1977 :

---

<sup>42</sup> " Joseph Pappalardo", La Documentation permanente, Paris, Société Générale de Presse, 1992, Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

<sup>43</sup>Lettre de J. Pappalardo à J. Lenormand, 8 septembre 1992, archives de La Poste, A.N., C.A.C., 960442/1.

<sup>44</sup> " Joseph Pappalardo", La Documentation permanente, Paris, Société Générale de Presse, 1992, Bibliothèque du Centre des Archives Contemporaines, Fontainebleau.

<sup>45</sup> Cote FNSP : Coll. 4° 3053 (3)

<sup>46</sup> J. Pappalardo, Etude sociologique du personnel d'un centre de tri, Ecole Nationale Supérieure des P.T.T., Direction des Services d'Enseignement, Paris, dactylographié, 286 p. , Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/1 (F 90 bis 6342).

<sup>47</sup> A.N., F 90 21134 Personnel, I. Rapports et études.

Janvier 1977 : “ Le service Postadex ”, Revue des P.T.T. de France, n°1, janvier 1977, p. 2-9 (Les nouveaux besoins des entreprises; Les limites de la Poste traditionnelle; Historique de la création du Postadex; Description des différents services Postadex (Le Postadex national, régional, départemental, Le Postadex spécial, le Posradex international).

-1980 :

31 janvier 1980 : Lors du 3è congrès de la vente directe (Palais des Congrès, Paris) fait une intervention sur : “ le courrier électronique et ses applications dans la vente directe. ”<sup>48</sup>

-1984 :

Début 1984 : Auditionné par Jacques Chevallier lorsque celui-ci prépare son rapport L’avenir de la Poste. Rapport de mission au ministre des Postes et Télécommunications et de la Télédiffusion, Paris, La Documentation Française, juin 1984.<sup>49</sup>

-1988 :

Rédige un article sur “ Les services financiers postaux et l’Acte unique Européen ” dans le n°2 du Bulletin de l’I.R.E.P.P. juin 1988.<sup>50</sup>

-1990 :

Rédige un article sur “ les placements de Trésorerie La Poste ” (panorama des placements financiers offerts par les banques et La poste : SICAV, Livret A.) dans le n°6 du Bulletin de l’I.R.E.P.P. juillet 1990.<sup>51</sup>

#### **Décorations, distinctions honorifiques :**

Chevalier Légion d’honneur, O. Ordre National du Mérite

---

<sup>48</sup> La Lettre hebdo. L’hebdomadaire des activités économiques et financières liées à la Poste, 28 janvier 1980, n°35, Archives P.T.T., A.N., C.A.C., 840665/4 (F 90 bis 6345).

<sup>49</sup> Annexes du rapport de J. Chevallier, p. 123, SNA.

<sup>50</sup> Bulletin de l’I.R.E.P.P., n°2, juin 1988, p. 156.

<sup>51</sup> Bulletin de l’I.R.E.P.P., n°6, juillet 1990, p. 111.